

La résilience des quartiers précaires de Port-au-Prince : une étude comparative

9^e Colloque de la Relève VRM

INRS-UCS, Montréal

17-18 mai 2012

Watters, Jérémie

Étudiant de maîtrise

Département d'études urbaines et touristiques

Université du Québec à Montréal (UQÀM)

Directeur : Jean Goulet

jeremiewatters@gmail.com

Plan de la communication :

- 1- Thème de recherche
- 2- Questions de recherche
- 3- Méthodologie
- 4- Résultats
- 5- Conclusion

1. Thème de la recherche

Le nombre de quartiers précaires est en constante augmentation à travers le monde. Les énormes dégâts et les nombreux drames humains causés par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 à Port-au-Prince exemplifient les impacts négatifs de la vulnérabilité de ces quartiers face aux catastrophes naturelles et anthropiques. Néanmoins, la vie sociale de certains quartiers précaires permet parfois d'améliorer les conditions de vie de ses habitants (Goulet, 2006 ; CEPAL, 2004). Comme le mentionne Michel Agier, la ville ne peut faire l'objet de généralisations sur le plan de la vie sociale, car elle n'est pas un phénomène de masse et se passe pour l'essentiel dans de petits groupes formels et informels (Agier, 1999, p.12). Au regard de cette réalité, on se questionne sur l'impact de la vie sociale des quartiers précaires lors d'une situation post catastrophe?

Chaque communauté (ancrée territorialement) des quartiers précaires présente des particularités en terme de capital social, de solidarité, de capacité de résilience,

d'organisation et de mobilisation de ses membres. De plus, la littérature existante sur le lien entre capital social et résilience révèle l'importance des réseaux d'entraide après une catastrophe et les disparités dans la résilience des différentes communautés selon le capital social (Aldrich, 2010 ; Nakagawa et Shaw, 2004 ; Buckland et Rahman, 1999 ; Jalili, 2002 ; Brouwer et Nhassengo, 2006). Il est donc utopique de croire que la résilience des quartiers précaires s'opérera selon des procédés similaires et des interactions sociales et économiques de même intensité.

Dans le cadre de cette recherche, la définition de résilience de la Stratégie Internationale de Prévention des Catastrophes des Nations Unies (UNISDR)¹ est utilisée, car elle permet de l'évaluer selon trois critères précis: (1) l'adaptation, la résistance ou le changement en vue de maintenir un niveau acceptable de fonctionnement et de structure; (2) le degré de capacité d'organisation de la communauté touchée; (3) la capacité d'apprentissage des expériences passées afin d'être mieux préparé dans l'éventualité d'une nouvelle catastrophe. L'autre concept central est celui de capital social. Selon Bourdieu, le capital social représente « [...] l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interconnaissance » (Bourdieu, 1980, p. 2). La définition de Bourdieu permet une approche globale du sujet à l'étude, car elle insiste sur la possession de réseaux durables de relations. Cette vision répond à la nature de cette recherche, basée sur les réseaux que le tremblement de terre n'a pas anéantis. Aussi, le capital social prend dans cette recherche un sens collectif, c'est-à-dire qu'il devient un attribut d'une communauté dont l'intensité peut varier. Sur cette base, la comparaison entre différentes communautés s'avère possible.

¹ «La résilience est la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société susceptible d'être exposé à des aléas à s'adapter, en résistant ou en changeant, afin d'atteindre et de maintenir un niveau acceptable de fonctionnement et de structure. Elle est déterminée par le degré avec lequel le système social est capable de s'organiser pour accroître sa capacité d'apprentissage des catastrophes passées afin d'être mieux protégé dans le futur et d'améliorer les mesures de réduction de risque.» (UNISDR, 2005, p. 4)

2. Question de recherche

Principalement, cette recherche tente de répondre à la question suivante : est-ce que l'intensité du capital social, qui englobe différents types de réseaux sociaux existant avant la catastrophe du 12 janvier 2010, explique la résilience ou non des quartiers précaires de l'agglomération urbaine de Port-au-Prince? Parallèlement, nous nous demandons si le capital social a joué un rôle dans la rétention des habitants de ces quartiers après le séisme?

3. Méthodologie

Une comparaison entre deux quartiers précaires (Baillergeau et Morne Lazarre), permet de répondre aux questions de recherche. Elle se base sur l'intensité du capital social préexistant, et les trois critères de résilience nommés plus haut. Les quartiers ont été sélectionnés en fonction des critères suivants² : le degré similaire de destruction du cadre bâti et l'intensité du capital social de ceux-ci avant la catastrophe (un fort et un faible). Le cadre bâti des deux quartiers a été détruit à plus de 90 %. Pour ce qui est du capital social, Baillergeau jouit d'une forte tradition communautaire qui a permis de nombreuses améliorations dans le quartier (mise en place de fontaines d'eau grâce à un partenariat avec une ONG, pavage de rue, bétonnage de corridors, etc.). La population s'y mobilise assez facilement et différents types de réseaux sont très actifs. De plus, le quartier bénéficie de la présence de leaders forts, expérimentés et légitimes aux yeux de la population. À Morne Lazarre, le contexte social est tout autre : le « chacun-pour-soi » caractérisait ce quartier avant le séisme. Enfin, l'absence de leaders et la faiblesse des différents types de réseaux empêchaient la réalisation de projets collectifs.

La collecte de données a été effectuée à partir de 22 entretiens semi-dirigés (douze à Baillergeau et dix à Morne Lazarre) avec des habitants de ces quartiers. L'absence de base codifiée explique le choix d'un échantillonnage de type boule de neige. Un focus groupe a aussi eu lieu à Morne Lazarre avec une douzaine de participants. Après six à sept entrevues, le point de saturation dans chacun des quartiers a été atteint. À cela s'ajoutent trois entretiens semi-dirigés avec des « observateurs externes », lesquels

² Il est à noter que des gens connaissant le milieu nous ont conseillé lors de cette sélection.

confirmaient les informations obtenues auprès des habitants des quartiers étudiés. Les données recueillies ont été rassemblées dans une grille d'analyse. Elle a permis de reconstituer l'historique des quartiers une année après le séisme et d'analyser la situation selon les trois critères de résilience, et les différents types de réseaux sociaux existant avant la catastrophe (religieux, de voisinage, associatif, politique et familial).

4. Résultats

L'impact du capital social préexistant est notable à Baillergeau pendant la période d'urgence, mais aussi lors du déblaiement, qui ouvrait la porte à la reconstruction. À l'exception du réseau politique, qui s'est effondré avec le séisme, tous les autres types de réseaux sociaux ont joué un rôle dans le processus d'un retour à la normale dans le quartier. Peu d'habitants ont quitté le quartier, et ceux qui l'ont fait sont revenus dans les deux mois après le séisme. À Morne Lazarre, la structure sociale plutôt faible avant le séisme s'est pratiquement effondrée le 12 janvier 2010. Près de la moitié des résidents du quartier est partie, mais n'est pas revenue. Le quartier est loin d'avoir retrouvé sa vie d'avant la catastrophe.

Seul Baillergeau répond aux trois critères de résilience. Le premier, le retour à la normale, s'est opéré en grande partie grâce au réseau associatif qui a obtenu des ressources par le biais d'ententes avec de nombreuses ONG. Ainsi, la phase du déblaiement, qui s'est déroulée plutôt rapidement vu le contexte, a permis la fermeture des trois camps de réfugiés du quartier. Le rétablissement des services urbains de base (eau, électricité, école, etc.), le retour des commerçants, la réinstallation des ménages sur le lieu de leur ancienne habitation et la reprise de la vie nocturne sont tous éléments ayant favorisé l'atteinte de ce critère. Du côté de Morne Lazarre, presque rien n'a changé depuis le séisme : des minicamps se sont consolidés, le déblaiement n'a presque pas avancé et toutes les tentatives d'ententes avec des ONG ont mené à des échecs. La vie nocturne est inexistante, et ce, malgré le rétablissement de certains services urbains. Le quartier ne répond donc pas au critère d'un retour à la normale.

Sur le plan de l'auto-organisation, la communauté de Baillergeau s'est mobilisée pour réaliser les projets du comité de quartier (le réseau associatif) menés en partenariat

avec des ONG. C'est notamment le cas des nombreuses ententes de *Cash for work* destinées au déblaiement du quartier. De plus, le comité a bien identifié ses besoins avant d'aller chercher, auprès des ONG, l'aide (financière et matérielle) et les formations nécessaires à leurs projets. À Morne Lazarre, les minicamps se sont multipliés, chacun d'eux avec un leader improvisé : le « chacun-pour-soi » s'est transformé en « chacun pour son camp ». Par conséquent, les ententes avec les ONG sont devenues très difficiles à cause de différentes magouilles. L'auto-organisation se résume donc à l'identification de zones pour faire ses besoins personnels par chacun des camps, et à la formation d'un comité de femmes (l'OFAMOLA) qui s'occupe un peu d'alphabétisation des femmes. Bref, Baillergeau atteint seul le critère d'auto-organisation.

Au regard du troisième critère de résilience, la capacité d'apprentissage, à Baillergeau les maçons ont profité de formations en construction parasismique, et les leaders du quartier ont suivi une formation en gestion de risque. De plus, un plan d'aménagement du quartier était en cours de réalisation lors de la collecte des données. À Morne Lazarre, aucun élément ne témoigne de quelconques apprentissages. Cependant, des répondants affirment mieux s'informer par le biais de la radio sur la marche à suivre en cas de catastrophe. Encore une fois, seul Baillergeau répond à ce critère de résilience.

5. Conclusion

En somme, le capital social explique les disparités dans la résilience de ces deux quartiers. L'atteinte de biens matériels et immatériels par l'entremise de réseaux durables de relations en est le meilleur exemple. Bien que Baillergeau et Morne Lazarre soient aux antipodes en terme d'intensité du capital social existant avant la catastrophe, la situation post catastrophe met en relief comment une communauté au capital social fort se remet plus rapidement qu'une autre où il est faible. L'importance de la présence de leaders forts et légitimes facilite aussi la signature d'ententes avec les ONG. Cette recherche invite enfin à reconsidérer la manière de travailler des ONG, puisqu'elle démontre l'impossibilité de parvenir aux mêmes résultats, avec les mêmes façons de faire, dans des quartiers différents sur le plan social.

Bibliographie sommaire

- Aldrich, Daniel P. Political Science Faculty Publications Perdue University. 2010. «Fixing Recovery : Social Capital in Post-Crisis Resilience». En ligne. 17 p. <<http://docs.lib.purdue.edu/pspubs/3>>. Consulté le 13 octobre 2010.
- Agier, Michel. 1999. L'invention de la ville : banlieues, townships, invasions et favelas. Coll. «Une pensée d'avance». Amsterdam: Archives contemporaines, 176 p.
- Bourdieu, Pierre. 1980. «Le capital social». Actes de la recherche en sciences sociales, vol 31, p. 2-3.
- Brouwer, Roland, et Joel Nhassengo. 2006. «About Bridges and Bonds: Community Responses to The 2000 Floods in Mabalane District, Mozambique». Disasters, vol. 30, no 2, p. 234-255.
- Buckland, Jerry, et Matiur Rahman. 1999. «Community-based Disaster Management During the 1997 Red River Flood in Canada». Disasters, vol. 23, no 2, p. 174-191.
- Comision Economica para America Latina y el Caribe (CEPAL). 2004. Pauvreté et stratégies de survie dans les quartiers précaires de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Rédigé par Dominique Mathon. Port-au-Prince : Comision Economica para America Latina y el Caribe, 60 p.
- Goulet, Jean. 2006. «L'organisation des services urbains : réseaux et stratégies dans les bidonvilles de Port-au-Prince». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 343 p.
- Jalali, Rita. 2002. «Civil Society and the State : Turkey After the Earthquake». Disasters, vol. 26, no 2, p. 120-139.
- Nakagawa, Yuko, et Rajib Shaw. 2004. «Social Capital: A Missing Link to Disaster Recovery». International Journal of Mass Emergencies and Disasters, vol. 22, no 1, p. 5-34.